Dans ma circonscription, nous avons fait l'expérience des accords de réciprocité entre le CP et le CN. A Red Deer, les trains doivent franchir la rivière. Le CN a un jour obtenu du CP la permission de franchir la rivière en empruntant son pont. Quand c'est nécessaire, tout est possible. Voilà pourquoi la proposition d'amendement de mon collègue le député de Végréville revêt une importance capitale. Cela signifie que les sociétés ferroviaires devraient faire ce qu'il faut.

J'ignore si vous vous en rendez compte, monsieur le Président, mais c'est tout à fait ridicule que la locomotive du CN qui tire des wagons remplis de blé soit obligée de céder la place à une locomotive du CP jusqu'au point de déchargement simplement parce que les voies appartiennent au CP. Je comprends que vous en soyez étonné, monsieur le Président, et j'espère que vous userez de toute l'influence que vous exercez sur les députés d'en face pour leur faire comprendre le ridicule de la situation.

Une voix: Il faut quelqu'un pour exercer le contrôle.

M. Towers: Il n'y a pas de problème. Il faut effectivement quelqu'un pour exercer le contrôle et nous demandons au gouvernement de franchir les étapes une à une. Le président du comité des transports a beau blâmer les cheminots ou qui il voudra, monsieur le Président, ce sont les agriculteurs qui paieront si les députés adoptent le projet de loi. Celui-ci prévoit que les frais d'acheminement des grains vont augmenter à 5 reprises d'ici à 1989-1990. C'est une proposition tout à fait inacceptable pour les Canadiens de l'Ouest et pour ceux d'entre nous qui représentent les agriculteurs de cette région.

Qui plus est, un seul moyen de transport comporte des frais supplémentaires. Cela se produit lorsqu'une société ferroviaire exerce un certain monopole dans une région, de sorte qu'elle peut y agir à sa guise. Elle peut acheminer le grain quand bon lui semble. Comme je l'ai déjà dit, la concurrence contribue à accroître la qualité des services.

M. McKnight: Parlez-nous donc du système de régie intéressée.

M. Towers: Comme l'a signalé mon collègue le député de Kindersley-Lloydminster (M. McKnight), dans le système de régie intéressée, les sociétés ferroviaires ne peuvent absolument pas perdre. C'est l'une des failles de ce projet de loi.

Je dois vous dire, monsieur le Président, que la méfiance générale des agriculteurs de l'ouest du Canada commence à se manifester. Ils en veulent au CP pour ce qu'il a fait par l'entremise de Marathon Realty. Ils sont en colère à cause de ce qui est arrivé avec Pan-Canadian, et ils le sont tout particulièrement à cause de ce qui risque de leur arriver dans les années à venir.

M. McKnight: Ils sont mécontents du gouvernement.

M. Towers: Je suppose que c'est vrai. Ils ne sont pas seulement mécontents du gouvernement, mais en colère contre lui. Monsieur le Président, nous aurons l'occasion de le constater lors des prochaines élections.

La nuit porte conseil et j'ai bon espoir que les députés d'en face vont adopter l'amendement. Je vois que la Chambre est sur le point d'ajourner, mais j'ai bon espoir qu'ils verront tous les avantages qu'il comporte. A bien y penser, cet amendement ne ferait tort à aucun député libéral de l'Ouest, même si le

parti libéral n'a pas grand-chose à perdre dans cette région-là. S'ils se donnent la peine de lire cet amendement, de l'inclure dans les mesures qu'ils préconisent et dans le projet de loi actuellement à l'étude, nous serons prêts alors à aller de l'avant.

Puis-je déclarer qu'il est 18 heures, monsieur le Président?

L'ajournement

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 45 du Règlement.

LE CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES
TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES—LA RESPONSABILITÉ
DE RÉGLEMENTER LA PORNOGRAPHIE TÉLÉVISÉE. B) LES
SANCTIONS ÉVENTUELLES

Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood): Monsieur le Président, je n'ai pas cessé de parler du problème de la pornographie sur nos écrans de télévision depuis janvier dernier et la première réponse que le ministre des Communications (M. Fox) m'a donnée m'a paru, somme toute, favorable. Il s'est montré un peu inquiet de ce phénomène, mais il a dit ne pas douter que le CRTC prenne les mesures nécessaires. Or, le CRTC n'a rien fait; il n'a pas modifié ses règlements pour régler le problème de la pornographie télévisée. Il a manqué de fermeté à l'endroit des télédiffuseurs privés; bref, il a avoué qu'il s'était trompé en autorisant la télévision à péage. Ensuite, il a engagé les Canadiennes à prendre leur mal en patience en leur disant: «Attendez que ces télédiffuseurs fassent une demande de renouvellement de permis.» Ce ne sera pas avant cinq ans, monsieur le Président. Il n'a pas levé le petit doigt bien que la loi sur la radiodiffusion soit fort explicite et que les pouvoirs dont il est investi soient énormes.

• (1800)

La seule lueur d'espoir à l'horizon c'est la décision qu'il a rendue concernant la plainte de Media Watch. Mais le CRTC n'en n'a pas moins montré qu'il était capable de comprendre le problème de la pornographie, qu'il percevait la différence entre discuter d'actes de violence imposés aux hommes et aux femmes lorsqu'une telle discussion tient de la liberté d'expression et la pornographie qui encourage les voies de fait contre les femmes. Mais il ne propose aucune mesure, cependant.

Plus tard, pour excuser son inaction, le ministre des Communications a proposé aux hommes et aux femmes qui ont une objection aux émissions pornographiques, de porter plainte à la police en invoquant les dispositions du Code criminel concernant la pornographie et d'aller devant les tribunaux. Sans doute, nous devrions tous nous plaindre à la police lorsqu'il y a moyen de le faire. Mais la loi actuelle comporte des échappatoires. Dans certains cas, la pornographie—même la pornographie d'une nature extrêmement violente—n'est pas visée par les dispositions actuelles du Code criminel. Le ministre de la Justice (M. MacGuigan) a promis de les modifier. Il devait proposer une mesure à ce sujet le printemps dernier, mais il a attendu la session suivante du Parlement.